

Alimentons Rhône-Alpes

Lettre ouverte aux candidats aux élections du conseil régional de Rhône-Alpes de mars 2010

**Objectifs à minima : 10 000 emplois agricoles de plus (30 000 emplois induits)
270 km² de réserves foncières sur 6 ans à proximité des villes (soit l'équivalent
de 10% des terres détruites de 2000 à 2006)**

Madame ou Monsieur le candidat aux élections régionales,

L'appel « *Alimentons les régions* » lancé à l'initiative de Minga, Nature & Progrès, et Frères des Hommes, soutenu par de nombreuses organisations et personnalités(*), rencontre un succès grandissant. Vous en trouverez le texte exact sur le site www.alimentons-les-regions.fr. Il interpelle sur les relations de cause à effet entre la qualité de notre alimentation, l'emploi et l'accès à la terre.

Il fait écho à une demande sociale importante : d'abord celle des jeunes, qui veulent s'installer dans l'agriculture et promouvoir une agro-écologie ; mais aussi celle des foyers qui veulent avoir accès à une parcelle de terre pour cultiver leurs légumes et se nourrir. Ces aspirations professionnelles et sociales se heurtent à une logique spéculative qui rend la terre inaccessible, accentue l'étalement urbain et le mitage des zones rurales.

L'objectif de notre démarche n'est pas que les candidats aux régionales signent ou soutiennent cet appel. Les déclarations de principe ou d'intention nous importent peu. Au regard des caractéristiques de la région Rhône-Alpes nous vous demandons, en tant que candidat(e), quelles sont les réponses que vous apporteriez une fois élu(e)s à ces enjeux de société ? Nous espérons que vous serez en mesure de les préciser avec des objectifs de mandature chiffrés et dotés d'un échéancier prévisionnel clair.

En dépit de ce que nous entendons fréquemment, changer la donne en matière de politique alimentaire entre dans les compétences des élus locaux, conseillers municipaux, généraux et régionaux. Ils peuvent réunir les ressources nécessaires pour inverser la tendance et favoriser des métiers d'avenir, base de toute économie saine et performante. Formation, transports, aménagement du territoire entrent dans les prérogatives des élus régionaux, souvent également élus de leurs communes ou canton.

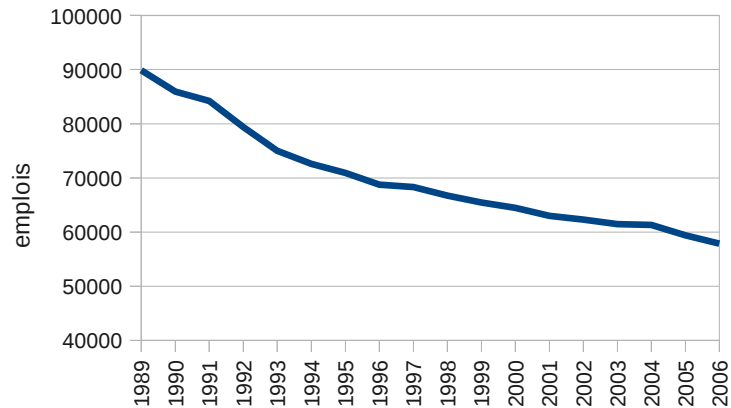
**Faire de la question alimentaire une priorité,
c'est choisir quel progrès nous voulons pour notre région.**

Notre Région voit ses terres arables disparaître peu à peu, à commencer par les plus fertiles et faciles à travailler. Selon les données de « Corinne Land Cover », 2696 km² ont été artificialisés en Rhône-Alpes entre 2000 et 2006. Selon la méthode « Teruti » basée sur des enquêtes de terrain, ces chiffres sont fortement sous-évalués car ils ne prennent pas en compte les modifications inférieures à 25 hectares. Les moyennes d'artificialisation régionale et nationale sont identiques, mais il faut tenir compte de la géographie : l'urbanisation se concentre dans le couloir rhodanien et autour des grandes métropoles. Sa progression et son étendue se situent alors dans le peloton de tête des régions françaises. Elle consomme jusqu'à 2,5 fois plus d'espace qu'en Allemagne. Au-delà de la disparition effective d'hectares (8% de moins de terres cultivées entre 2000 et 2007, source ministère de l'agriculture), la qualité des terres restantes diminue sous l'effet de modes de cultures dévastateurs pour l'humus, les haies, etc...

Au point de menacer notre capacité à produire assez pour nourrir la population. L'abondance dans les grandes surfaces n'est qu'apparence. Lorsqu'on s'intéresse aux flux comme aux conditions de rémunération de la production des aliments de base, il y a de quoi être inquiet. Comment ne pas comprendre l'angoisse de nombreux agriculteurs lorsqu'ils s'aperçoivent que le montant de leur retraite sera dérisoire au regard des efforts fournis et insuffisante pour assumer les dépenses quotidiennes auxquelles ils devront faire face pour survivre ? Les quelques exceptions mises en avant ne doivent pas masquer la réalité : mécaniser sans discernement, agrandir les exploitations et diminuer le nombre d'emplois conduit notre agriculture au bord du dépôt de bilan.

Dans ces conditions, ceux qui sont proches des villes espèrent une modification des PLU et PADD pour vendre au plus offrant plutôt que de transmettre. Du coup, spécialisation aidant, une part croissante de notre alimentation vient de loin, amplifiant les crises alimentaires rencontrées dans différentes régions du monde.

Evolution des emplois agricoles
en région Rhône-Alpes (source INSEE)



- **Favoriser la paix et la démocratie impose de lutter contre cette double perte de souveraineté alimentaire :**

Ici car nous perdons nos terres et nos savoir-faire. Là-bas car les terres et productions sont achetées pour satisfaire la demande à l'exportation, plus solvable et rentable... surtout pour les actionnaires de firmes de l'agro-alimentaire et les spécialistes de la spéculation sur les matières premières.

- **Produire des semences adaptés aux terroirs**

Les qualités nutritives et gustatives de nos aliments, même labellisés bio, sont menacées par l'érosion de la biodiversité cultivée. Il n'est pas ici seulement question du nombre d'espèces ou de variétés cultivées mais de la diversité génétique interne à chaque variété (le même raisonnement vaut pour les animaux). Depuis la seconde guerre mondiale, les politiques que nous avons choisies au travers des élections successives ont privilégié la production massive de semences aussi uniformes que possible. La conséquence est l'utilisation de plus en plus d'énergie fossile et d'intrants pour nous nourrir ; la transformation des terroirs en fonction des caractéristiques de quelques variétés. Il serait au contraire possible de produire de petites quantités de nombreuses variétés, capables de donner de bons rendements tout en s'adaptant aux terroirs comme aux évolutions climatiques. De par sa diversité géographique et climatique, la région Rhône-Alpes est particulièrement bien placée pour innover en ce domaine.

- **Transformer l'organisation des filières pour relocaliser la production**

Proposer des repas « bio » aux cantines permettrait déjà d'éliminer une partie des pesticides. Mais fabriquer localement les ingrédients et/ou les repas ne permet pas forcément de sortir d'une dépendance toujours plus grande de choix réalisés par quelques firmes. Au delà de la production de semences, toujours plus concentrée, qui est aux mains de seulement 77 entreprises en France selon le GNIS, se contenter de substituer des intrants de synthèses par des intrants biologiques n'implique pas l'abandon des logiques productivistes et financières qui dominent la production de ce qui arrive dans nos assiettes. Relocaliser la politique alimentaire, c'est d'abord modifier le modèle économique des filières : il s'agit de rapprocher les centres de décisions pour permettre aux différents intervenants de se ré-approprier leurs métiers. Bouchers, boulangers, cuisiniers, restaurateurs, commerçants et producteurs, tous sont concernés. Il y a ici un important gisement d'emplois utiles et pérennes.

La crise sociale et écologique nous invite à remettre en cause le modèle d'urbanisme et d'aménagement du territoire fondé sur le choix de la maison individuelle couplée avec des grandes surfaces commerciales, choix qui induit le tout voiture (courses, travail, écoles), aseptisant les centres villes. La région Rhône-Alpes réunit toutes les compétences nécessaires pour changer rapidement de cap. La région a les moyens d'agir vite en misant sur les talents de sa population. Pour faciliter le débat, quelques éléments chiffrés sur lesquels nous travaillons, sans prétention exhaustive ou définitive :

- Favoriser l'habitat groupé avec intégration de micro-parcelles pour favoriser l'émergence d'une agriculture urbaine : nous avons bien su réserver de l'espace pour des places de parking !
- Concevoir l'aménagement du territoire pour diminuer les déplacements obligatoires bien qu'inutiles.
- Intégrer la gestion des espaces verts et le développement économique dans une politique alimentaire inscrite au coeur des politiques de la ville.
- Favoriser le développement de filières composées d'entreprises à tailles humaines :
 - 50 % des restaurants (privés, cantines, d'entreprise, etc...) qui proposent des repas entièrement produits localement en privilégiant les qualités nutritives et gustatives
 - 50% des installations en agro-écologie et polyculture-élevage.
 - 50% des installations en périphérie immédiate des agglomérations
 - Tripler le nombre d'AMAP, doubler le nombre de commerces de proximité indépendants pour favoriser l'accès aux produits de qualité à des prix accessibles et équitables pour tous.
 - Doubler le nombre de personnes employées dans la transformation alimentaire et la préparation des repas.
 - Favoriser la création de sociétés sur la création d'entreprises individuelles pour consolider l'outil de travail, son indépendance et la capacité à suivre une politique de développement décidée localement.
 - Utiliser le code des marchés publics pour permettre aux collectivités de se réapproprier les cahiers des charges plutôt que de laisser quelques firmes internationales décider seules de leur avenir.
- Constituer des réserves foncières pour stopper la spéculation et la pertes d'hectares. Des dispositifs légaux permettent de le faire
- Réserver 25% de la production issue des réserves foncières aux personnes vivant en-dessous des minima sociaux
- Garantir une retraite suffisante à tout agriculteur s'il facilite la transmission de son exploitation à plusieurs jeunes.

Ces éléments de débats ne sont pas des positions de chaque signataire de l'appel « alimentons les régions », mais des éléments de débats pour progresser vers des choix répondant aux difficultés du quotidien. Votre réponse sera publiée sur notre site, sauf mention expresse de votre part. Elle sera relayée auprès des signataires de la région Rhône-Alpes et à la presse. Nous vous remercions par avance de l'attention que vous accorderez à notre démarche.

Coordination Rhône-Alpes :	Eric Marchand : ericm@nnx.com
Coordination interrégionale :	Alimentons les Régions Nature& Progrès 16, avenue Carnot 30100 Alès
Courriel :	contact@alimentons-les-regions.fr
Site internet :	www.alimentons-les-regions.fr